

FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)REQUIS
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

INVESTIR

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER

Selon l'[Étude sur l'investissement dans le monde 2023](#) publiée par la CNUCED, après la baisse observée l'année précédente (-71,1 milliards de dollars), les flux d'IDE ont été positifs de 14 milliards de dollars en 2022, toujours bien en deçà de la moyenne enregistrée sur la période 2018-20 (66,6 milliards de dollars). La même année, le stock total d'IDE s'élevait à 2 700 milliards USD. Selon EY, le Royaume-Uni a enregistré 929 projets d'IDE en 2022, soit une baisse de 6,4 % par rapport aux 993 projets enregistrés en 2021, dont 299 étaient localisés à Londres. L'un des facteurs clés de la baisse globale du nombre de projets au Royaume-Uni a été une chute significative de la technologie numérique, son principal secteur d'IDE. Les projets technologiques ont diminué de près d'un tiers (32,2 %), passant de 345 en 2021 à 234 en 2022, la part du Royaume-Uni dans les projets numériques européens chutant de 29,2 % à 19,8 % au cours de la même période. Au cours de la dernière décennie, le Royaume-Uni a été l'un des principaux bénéficiaires d'IDE en Europe et reste la première destination des investissements sortants américains. Cependant, le processus de Brexit a suscité de nombreuses inquiétudes de la part de certains investisseurs quant à l'augmentation des coûts commerciaux avec l'Europe et à la volatilité de la livre sterling. Les données de l'Office for National Statistics (ONS) montrent que les États-Unis ont conservé leur position dominante en termes d'IDE entrants immédiats (675,7 milliards de livres sterling) et ultimes (817,4 milliards de livres sterling). Après les États-Unis, le Japon et la France occupent les deuxième et troisième places, avec respectivement 8,8 % et 6,2 %. Les secteurs qui attirent la majorité des investissements étrangers sont les services financiers, les services professionnels, scientifiques et techniques, le commerce de détail et de gros, les transports et l'entreposage, et les TIC (OCDE). Selon les derniers chiffres de l'OCDE, au cours du premier semestre 2023, les entrées d'IDE au Royaume-Uni ont été négatives de 63,3 milliards USD, contre un flux positif de 18,3 milliards USD enregistré au cours de la même période un an plus tôt.

Le Royaume-Uni a modifié les motifs juridiques sur lesquels le gouvernement peut intervenir dans certaines fusions en vertu de la loi sur les entreprises (Enterprise Act). Les changements ont abaissé les seuils juridictionnels pour l'examen des fusions dans trois secteurs spécifiques : l'intelligence artificielle, la technologie d'authentification cryptographique et les matériaux avancés. La loi britannique sur la sécurité nationale et l'investissement de 2021 ("NSIA 2021") est entrée en vigueur en 2022. La nouvelle loi a introduit un régime distinct d'examen des investissements pour les entreprises cherchant à prendre le contrôle d'une société ou d'un actif dans 17 secteurs de l'économie jugés pertinents pour les intérêts de sécurité nationale du Royaume-Uni (par exemple, l'énergie, la robotique, la défense, l'IA, les transports, les communications, etc.) Le processus de notification impliquera une soumission électronique à l'Unité de sécurité des investissements ("ISU") du Département des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle ("BEIS"), qui a le pouvoir d'imposer des conditions sur les transactions et même de les dénouer ou de les bloquer. Malgré le processus du Brexit, l'économie britannique résiste : Londres reste la capitale financière de l'Europe, accueillant le siège européen de près de 60 % des entreprises du classement Fortune 500. De plus, la Grande-Bretagne conserve une monnaie forte, et le pays reste l'un des plus importants marchés de consommation européens. Le Royaume-Uni se classe au 4e rang des 132 économies de l'[indice mondial de l'innovation 2023](#) et au 30e rang sur 184 pays de l'[indice de liberté économique 2023](#).

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	58.237	-71.174	14.093
Stocks d'IDE (millions USD)	2.656.647	2.689.966	2.698.563
Nombre d'investissements greenfield*	1.025	1.083	1.230
Value of Greenfield Investments (million USD)	44.699	62.528	102.355

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Royaume Uni	OCDE	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	10,0	6,5	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	7,0	5,3	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	8,0	7,3	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

POURQUOI CHOISIR D'INVESTIR AU ROYAUME UNI

Les points forts

L'un des principaux atouts de l'économie britannique quant à l'attraction d'IDE réside dans le fait que son économie est l'une des plus libérales d'Europe et son environnement d'affaires leur est extrêmement favorable:

- Le pays figure au 8ème rang du guide Doing Business 2020 de la Banque mondiale.
- La vitesse de lancement d'une activité en est par exemple un très bon indicateur : implanter une entreprise prend en moyenne 13 jours au Royaume-Uni alors que la moyenne européenne est de 32 jours. Selon cet indicateur, le pays est classé à la première place en Europe et à la sixième place dans le monde.
- La ville de Londres a de nombreux atouts : elle fait figure de leader mondial dans le secteur des services financiers, son secteur bancaire est sain et robuste,
- Les exportations sont structurellement compétitives et diversifiées,
- Le cadre légal du travail est parmi les plus flexibles au monde
- Enfin le taux du chômage est l'un des plus faibles des économies occidentales.

Les points faibles

Les principales faiblesses du pays sont :

- Une trop grande influence du secteur financier dans le PIB ;
- Un manque d'investissement dans les infrastructures ;
- Un secteur industriel qui souffre parfois du haut niveau de compétitivité et de concurrence imposé par les nombreuses entreprises étrangères présentes ;
- La croissance de la productivité est très faible,

- Dette publique et des ménages élevée (131% du revenu disponible), déficit de la balance commerciale est élevé ;
- Le PIB/habitant stagne depuis quelques années déjà ;
- Enfin, les perspectives d'amélioration de l'économie britannique sont difficiles à mesurer dans le contexte post-Brexit

Les mesures mises en place par le gouvernement

Le gouvernement britannique tente de faciliter l'investissement en donnant aux entreprises étrangères l'accès à des marchés largement intégrés. Des politiques proactives favorisent l'investissement international par l'efficacité administrative afin de promouvoir l'innovation et d'atteindre une croissance durable. Le gouvernement britannique est un ardent défenseur des droits de toutes les entreprises britanniques, quelle que soit leur nationalité ou celle de leurs propriétaires.

Un certain nombre de subventions et d'autres formes de soutien aux entreprises sont disponibles au Royaume-Uni, notamment en ce qui concerne les activités de recherche et de développement menées par les entreprises. Si les dépenses admissibles sont encourues par des petites et moyennes entreprises, l'allégement fiscal est généralement une déduction supplémentaire de 130 %.

Les sociétés qui engagent des dépenses en capital pour des installations ou des équipements destinés à la recherche et au développement peuvent bénéficier d'une déduction en capital de 100 %.

Le dégrèvement de la Patent Box permet aux entreprises ayant des revenus de brevets admissibles d'être imposées sur ces revenus à un taux effectif de 10 % par le biais d'une déduction sur les bénéfices.

Il existe également un allégement fiscal pour les entreprises qui s'installent dans une zone d'entreprises (jusqu'à 55 000 £ par an pendant cinq ans). En outre, des déductions en capital de 100 % sont disponibles pour la première année pour certains types de dépenses des entreprises et des sociétés basées dans certaines zones d'entreprises.

Le Royaume-Uni offre un environnement accueillant pour les investisseurs étrangers, avec des restrictions de participation au capital dans un nombre limité de secteurs couverts par les indicateurs "Investir dans les différents secteurs". La loi sur l'industrie (1975) permet au gouvernement britannique d'interdire le transfert de 30 % ou plus des grandes entreprises manufacturières britanniques à des propriétaires étrangers si ce transfert est contraire aux intérêts du pays.

Une nouvelle loi visant à moderniser les pouvoirs du gouvernement en matière d'enquête et d'intervention dans les cas d'investissements directs étrangers potentiellement hostiles qui menacent la sécurité nationale du Royaume-Uni est entrée en vigueur en mai 2021. La loi sur la sécurité nationale et les investissements renforcera la capacité du Royaume-Uni à enquêter et à intervenir dans les fusions, acquisitions et autres types d'opérations susceptibles de menacer notre sécurité nationale. Les investissements entraînant une participation étrangère dépassant 15% dans les entreprises de 17 secteurs liés à la sécurité nationale nécessitent une notification obligatoire au gouvernement britannique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web de [Invest in Great Britain and Northern Ireland](#).

LES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT

Les secteurs économiques clés

Production de charbon, les services financiers, les services aux entreprises, les industries aérospatiale, chimique, pharmaceutique et automobile.

Les secteurs à fort potentiel

Les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication, les industries créatives

(musique, cinéma, théâtre, design, etc.), ou encore l'industrie du luxe et la distribution. Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).

Les programmes de privatisation

Depuis le grand programme de privatisation des années 1980 par le gouvernement Margaret Thatcher aucun nouveau programme conséquent n'a vu le jour.

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

[Service gouvernemental des appels d'offres](#), Service gouvernemental des appels d'offres

[Tenders Info](#), Appels d'offres au Royaume-Uni

[DgMarket](#), Appels d'offres dans le monde

Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

Les secteurs monopolistiques

L'économie britannique est l'une des plus libérales du monde. Cependant, le gouvernement conserve différents niveaux de contrôle sur certains secteurs, notamment les transports, l'énergie, les soins de santé, la défense et les médias.

Les secteurs en déclin

L'industrie manufacturière et la production de charbon

Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

Les agences d'aide à l'investissement

[Ministère du Commerce international](#)

[Invest in Great](#) (Soutien aux exportateurs et aux investisseurs étrangers)

Les autres ressources utiles

[Guide Invest in Great Britain](#) (PwC Royaume-Uni)

[Plateforme Invest in UK](#)

[SmallBusiness.co.uk](#) (Plateforme de conseils et de ressources pour les entrepreneurs individuels et les petites entreprises)

Les guides de l'investisseur

[Profil du pays - Royaume-Uni \(KPMG\)](#) (en anglais)

[Rapport pays sur le Royaume-Uni \(Euler Hermes\)](#) (en anglais)

[Rapport Doing Business sur le Royaume-Uni \(Banque Mondiale\)](#) (en anglais)

[Faire des affaires au Royaume-Uni - UHY](#) (en anglais)